

Dépêche AEF : Réforme des retraites : "le gouvernement ne la retirera pas" (J. M. Blanquer) ; nouvel appel à la grève le 10 décembre

4-5 minutes

"Quoi qu'il arrive, le gouvernement ne retirera pas la réforme", assure Jean-Michel Blanquer sur BFMTV/RMC, le 6 décembre 2019, au lendemain de l'importante mobilisation contre la réforme des retraites. Ce 6 décembre, selon le ministère, 5 % des enseignants sont en grève. L'intersyndicale interprofessionnelle appelle à une autre journée de grève le 10 décembre. Par ailleurs, le ministre de l'Éducation nationale annonce que la revalorisation des enseignants débutera en 2021 et Gabriel Attal indique qu'elle ne concernera que les enseignants qui "basculeront" dans le nouveau système.



Une nouvelle journée de grève est prévue le 10 décembre 2019 © JL

Au lendemain de la grève du 5 décembre, suivie par 47 % des enseignants selon le ministère et 70 % selon les syndicats ([lire sur AEF info](#)), l'intersyndicale interprofessionnelle (CGT, FO, FSU...) appelle à une nouvelle journée de mobilisation mardi 10 décembre 2019. L'interfédérale Éducation nationale (FSU, CGT, Sud, Snalc...), qui se réunit ce 6 décembre à 14 heures, devrait également prendre cette option, selon des informations recueillies par AEF info, et comme l'a [déjà annoncé](#) le Snes-FSU.

Le SE-Unsa, de son côté, ne participera pas à cette nouvelle mobilisation, alors que le syndicat était de l'appel du 5 décembre.

Contacté par AEF info, son secrétaire général, Stéphane Crochet, explique qu'il "faut laisser de l'espace à la négociation sur la revalorisation, afin qu'il y ait zéro perdant sur les retraites".

5 % en grève le 6 décembre

Vendredi 6 décembre, le taux de grévistes chez les enseignants est de 5 %, selon le ministère. Si des syndicats ont bien déposé un préavis de grève jusqu'aux vacances de Noël, en revanche, ils n'appelaient pas, ce 6 décembre, à la grève. Les syndicats, de ce fait, ne chiffreront pas la mobilisation de ce 6 décembre.

Celle du 5 décembre a été la plus massive dans l'Éducation nationale depuis 2003, selon l'historien de l'éducation, Claude Lelièvre, dans un [billet](#) sur *Mediapart*. Le taux de grévistes est même plus fort selon lui qu'en 1995, l'autre grande mobilisation contre une réforme des retraites souvent prise en comparaison ces dernières semaines.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, invité de [BFMTV/RMC](#) le 6 décembre 2019, reconnaît ainsi qu'il s'agit d'une "forte mobilisation". Cependant, poursuit-il, "quoi qu'il arrive, le gouvernement ne retirera pas la réforme".

"Début du processus de revalorisation en 2021" (JM Blanquer)

Au cours de cette interview, le ministre a également évoqué la revalorisation du salaire des enseignants. Il explique ainsi qu'il "va y avoir forcément une part d'augmentation de salaires et de primes, dans des proportions qui restent à définir", en précisant que "les primes représenteront une part plus importante".

Il prévoit "le début du processus pour le 1er janvier 2021". Il s'étalerait sur plusieurs années et serait d'un montant d'environ "400 millions d'euros annuels". "Aujourd'hui, 6,7 % de la richesse nationale sont dédiés à l'éducation ([lire sur AEF info](#)), on doit pouvoir viser 7 %", a-t-il ajouté. Emmanuel Macron chiffrerait au total à 10 milliards d'euros la somme nécessaire à une revalorisation enseignante ([lire sur AEF info](#)).

De son côté, Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du [MENJ](#), a expliqué sur [France info](#) le 6 décembre, que la revalorisation ne concerna que les "enseignants qui ont vocation à basculer dans le nouveau système" de retraites.